

Tribune « UBO debout ! »

« Pourquoi les composantes de l'UBO se mobilisent-elle ce jeudi 20 mars ? »

D'abord rappeler que l'université à Brest est le fruit d'une longue histoire depuis le premier collège universitaire créé en 1959, le fruit d'une volonté de développer la pointe bretonne. Cette histoire est celle d'une indépendance (l'autonomie par rapport à l'université de Rennes acquise par la création de l'université de Brest en 1971) et d'une ouverture au monde, caractérisée notamment par l'alliance européenne d'universités de la mer Sea-EU, lancée en 2019.

La communauté UBO est forte et fière de ses 22 000 étudiants et près de 2400 professionnels. C'est grâce au dévouement de ces professionnels, administratifs, techniques, enseignants ou d'appui à la recherche, qu'elle maintient un haut niveau d'excellence.

Elle est une des universités pluridisciplinaires qui proposent un panel de formations des plus riches, de l'archéologie à la première UFR de maïeutique en France, avec 109 masters ou encore 54 diplômes d'université dans le seul domaine de la santé. Cette qualité de la formation en lien avec la recherche et la création culturelle est une des forces de l'université. Contrairement aux idées reçues, cela se traduit par des taux d'emploi très élevés, en licences professionnelles mais aussi dans les masters de gestion, de droit ou d'informatique par exemple. Ainsi 30 mois après un diplôme en Lettres ou Sciences humaines, les personnes diplômées de l'UBO ont un taux d'insertion professionnelle et d'emploi supérieurs aux moyennes nationales.

Dans le domaine de la recherche, notre université tient toute sa place au niveau régional, national et international, avec des recherches reconnues par les organismes nationaux (CNRS, INSERM, IFREMER) aussi bien que par la commission européenne (programme européen ERC en anthropologie) ou dans les classements internationaux (5^e place mondiale sur 2500 établissements au classement de Shanghai en océanographie en 2023).

Toutes ces réussites sont malheureusement acquises dans un contexte de dégradation des conditions de travail et d'étude par suite d'une insuffisance des moyens de fonctionnement.

Pour l'année 2025, c'est un déficit annoncé de 7,2 millions d'euros. Plus grave encore, notre trajectoire financière est ponctuée de déficits depuis 2017 et surtout la faiblesse de notre fonds de roulement indique que nos réserves sont structurellement touchées, mettant notre établissement dans une situation de crise financière impossible à relever en quelques mois sans une aide significative.

Comment en est-on arrivé là alors même que l'UBO a fait tous les efforts dans le passé d'une gestion saine, d'une recherche dynamique de ressources propres (encore en augmentation de 2,2 millions l'an passé) ?

Un schéma en ciseau résume la situation : depuis 15 ans la courbe de la croissance des effectifs étudiants est symétrique à la courbe de la décroissance de notre dotation d'État. Alors que l'UBO faisait l'effort d'accueillir près de 4400 étudiants en plus de 2012 à 2023, sur cette même période notre budget de fonctionnement passait de 1200 € par étudiant en formation initiale à 815 € par étudiant. Un chiffre marque tous les esprits : en considérant l'année de référence 2012, c'est comme si l'État avait cessé de financer les études de 6400 étudiants, soit 30 % de nos effectifs !

Ce phénomène est d'ampleur nationale car 8 universités sur 10 sont actuellement en difficulté financière. Si les dernières décisions ministérielles impactent surtout les organismes de recherche (940 millions déprogrammés), elles ne compensent que partiellement les mesures décidées par l'État, telle l'augmentation relative des traitements des fonctionnaires, que les universités doivent mettre en œuvre sans moyen supplémentaire. Dans le même temps, la part de l'enseignement supérieur occupé par des organismes privés voire lucratifs n'a cessé d'augmenter, organismes qui n'offrent aucune garantie de qualité de formation et qui néanmoins perçoivent des financements publics et voient leurs diplômes reconnus par État depuis la libéralisation des certifications.

Pourtant, notre communauté universitaire a déjà consenti à des efforts majeurs avec plusieurs « Plans d'action pour le retour à l'investissement » censés rétablir l'équilibre de nos ressources. Cela s'est traduit par une perte de 6 semaines de formation pour toutes les licences, par un gel de postes qui est devenu en réalité une disparition de postes de titulaires, ce qui a amputé durablement les effectifs des équipes pédagogiques. Si la part des contractuels atteint 38 % à l'UBO, plus largement, c'est l'ensemble de l'enseignement supérieur qui repose en majorité sur des vacataires (64 % selon le bilan social 2021), donc sur du travail précaire.

Un élément clef de cette évolution est la disparition du système d'allocation des ressources qui veillait normalement à l'équité entre les établissements. A partir de son abandon, en 6 ans, l'UBO avait déjà perdu 20 % de sa dotation alors même que d'autres universités connaissaient une évolution inverse, avec une augmentation pouvant atteindre 30 % : comment justifier une telle inégalité de traitement entre territoires de la République ?

Au-delà des chiffres, cette situation budgétaire a des conséquences concrètes et quotidiennes sur les conditions études. Ainsi à l'UFR de Lettres et sciences humaines, ce sont des centaines d'heures qui ont été « neutralisées » faute d'enseignants, ce sont des parcours qui sont suspendus, tel le master d'études celtiques, pourtant unique en Europe. Au-delà des chiffres, ce sont des conséquences humaines graves pour les équipes professionnelles : accumulation d'heures complémentaires d'enseignement, dépassement des services, état d'épuisement professionnel ou de surmenage.

Nous demandons essentiellement une chose : que notre service public de proximité soit reconnu à sa juste valeur avec les moyens nécessaires à son fonctionnement. Un levier incontournable sera le rétablissement pour toutes les universités d'un mode de répartition des dotations qui soit à la fois transparent, pérenne et respectant l'équité territoriale.

Nous sommes conscients de n'être pas le seul service public en danger. Le fait est que notre communauté manifeste peu souvent ses difficultés, se consacrant à ses missions et à l'avenir des jeunes de notre territoire. Mais de même que nous avons besoin d'une santé qui prenne soin de toutes et tous, d'une justice qui nous protège dans nos droits, de même nous avons besoin d'une université qui garantisse la formation à l'esprit critique. Face aux tenants de la 'post-vérité', du dogmatisme et de l'intolérance, c'est ce même esprit critique, ce goût de la recherche et cette culture de la coexistence dans nos différences qui forment le meilleur rempart de nos démocraties.

C'est tout cela que nous défendons dans le service public de l'enseignement et de la recherche.

C'est pourquoi aujourd'hui 20 mars et aussi longtemps qu'il le faudra, la communauté UBO est mobilisée.

L'équipe de direction de l'UFR Lettres et Sciences humaines Victor Segalen